

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Moyen-Orient & Afrique du Nord > Algérie > Histoire (Algérie) > Histoire 3 : 1945-1962 (Algérie) > **Oran (Algérie) débatise la rue Fernand Iveton - « Fernand avait cru et (...)**

# **Oran (Algérie) débatise la rue Fernand Iveton - « Fernand avait cru et combattu jusqu'à la mort pour une Algérie libre »**

dimanche 18 septembre 2016, par [Pétition, R. N.](#), [REBAH Mohamed](#) (Date de rédaction antérieure : 18 septembre 2016).

Sommaire

- [Pétition au Ministre des \(...\)](#)
- [A l'aube du 11 février 1957](#)
- [Le martyr de la Guerre de](#)



*Fernand Iveton avait cru et combattu jusqu'à la mort pour une Algérie libre (Mohamed Rebah, Le Matin d'Algérie)*

---

## **Pétition au Ministre des Moudjahidin Algérie**

### **Non à la débaptisation de la rue Fernand Iveton à Oran**

Le Nom de Fernand Iveton a été effacé de la rue qui portait son nom au quartier Ederb d'Oran. Né le 12 juin 1926 au Clos-Salembier (Alger) et guillotiné le 11 février 1957.

la débaptisation est une décision grave, et ce, :

- Pour la crédibilité et l'honneur des institutions
- Pour la mémoire de ceux et celles qui ont donné leur vie et leur jeunesse pour l'Algérie, quelque soit leur origine, leur religion ou leur sexe.

Nous citoyens et citoyennes, signataires de cette pétition, exigeons que le nom de Fernand Iveton, mort comme ses frères au combat soit réhabilité et remis en lieu et place sur les murs de la rue qui portait son nom.

Gloire à nos Martyrs

\*

[https://secure.avaaz.org/fr/petition/Ministre\\_des\\_Moudjahidin\\_Algerie\\_Non\\_a\\_la\\_debaptisation\\_de\\_la\\_rue\\_Fernand\\_Iveton\\_a\\_Oran/?kIvTsdb](https://secure.avaaz.org/fr/petition/Ministre_des_Moudjahidin_Algerie_Non_a_la_debaptisation_de_la_rue_Fernand_Iveton_a_Oran/?kIvTsdb)

---

## **A l'aube du 11 février 1957 : Fernand Iveton**

Je voudrais associer à cet hommage particulier que nous rendons à un Algérien descendant d'immigrés européens, l'ouvrier-tourneur Fernand Iveton, le souvenir de ses frères de combat, des travailleurs soumis comme lui à l'exploitation coloniale, Ahmed Lakhnèche et Mohamed Ouennouri, morts tous les trois pour le même idéal, le même jour, presque à la même heure, à deux et trois minutes d'intervalle, mêlant leur sang chaud au pied de la guillotine, Et, à travers eux, dédier cet hommage à toutes celles et tous ceux qui ont mis leur vie en péril en s'engageant, corps et âme, dans la dure et longue lutte pour l'indépendance nationale.

En évoquant le combat héroïque de l'enfant de la classe ouvrière, Fernand Iveton, nous avons également une pensée pour son compagnon d'armes, Taleb Abderrahmane, l'étudiant en chimie qui a mis ses compétences au service de la Patrie, bravant tous les dangers. Il est mort, lui aussi, la tête tranchée par la guillotine. C'était le 24 avril 1958, à l'aube, à 3 heures 17. Il avait 28 ans. Plus d'un millier d'universitaires français de renom étaient intervenus auprès du chef de l'Etat français pour arracher sa grâce. En vain.

Avec l'exécution de Fernand Iveton, le 11 février 1957 à 5 heures 10, sur l'échafaud dressé furtivement au milieu d'une nuit glaciale dans la cour de la prison de Barberousse, dans la Haute Casbah, le bourreau attitré, Maurice Meyssonier, descendant d'immigrés européens, patron de bar de son état, était à sa vingt et unième victime parmi les patriotes algériens.

Fernand Iveton était lui aussi descendant d'immigrés européens. « C'était un pied noir typique : père français, mère espagnole », écrit son avocat parisien, Joë Nordmann, dans son livre « Aux vents de l'histoire », paru aux éditions Actes sud, en 1996. Mais « celui-là n'est pas comme les autres », avait dit, un jour, Didouche Mourad à son ami Ahmed Akkache. S'il y en avait beaucoup comme lui, cela aurait changé bien des choses". C'était vers la fin des années 1940, au quartier de La Redoute.

Par « les autres », Didouche Mourad désignait ceux qui, contaminés par le racisme d'Etat, formaient la communauté française. « Cette société des »Français d'Algérie« dont parle, l'auteur de »La Question« , Henri Alleg, dans son livre »La Guerre d'Algérie« : »Si diverse et si contradictoire, écrit-il, (elle) avait au moins une certitude commune qui faisait la force idéologique et politique de la grosse colonisation. Elle ne jouissait de ces « privilèges », pour aussi misérables qu'ils fussent, que parce qu'elle était l'heureuse élite, celle à qui la providence avait confié la tâche de régner sur les indigènes. Cela chacun l'apprenait avant même de savoir lire.« L'éducation familiale du mépris de l'indigène, du mépris de l'Arabe, était relayée par l'école. L'école publique française - conçue par Jules Ferry - contribua grandement à la construction d'un racisme d'Etat, en Algérie, en instituant une différence de statut entre les enfants européens (section »A« ) et les enfants indigènes (section B), et sa diffusion à travers les livres et les manuels scolaires. C'était dans la logique des choses, car, comme l'écrit le poète et homme politique martiniquais Aimé Césaire, »il n'y a pas de colonialisme sans racisme". Le racisme d'Etat était matérialisé par le Code de l'Indigénat.

Fernand Iveton est né le 12 juin 1926, à la rue de la Marine, à Alger. Sa famille quitta le quartier pied-noir de Bab el Oued pour s'installer au Clos-Salembier, rue des Lilas, puis rue des Coquelicots où son père, ouvrier électricien, bâtit de ses propres mains une maison. Dans ce grand quartier peuplé majoritairement d'autochtones, où il passa son adolescence et sa prime jeunesse, Fernand Iveton, ouvrier-tourneur à l'E.G.A (Electricité Gaz d'Algérie), était connu pour ses solides convictions communistes. Les militants du PPA-MTLD, qu'il côtoyait au syndicat CGT des gaziers-électriciens, l'estimaient pour sa droiture.

Il aimait l'ambiance sportive. Le samedi après-midi, on le voyait sur un terrain de football avec ses camarades de travail, Algériens et Européens, portant les couleurs du club corporatif de l'EGA, affilié à la Fédération gymnique et sportive du travail (FSGT), raconte son camarade de lutte, Maurice Baglietto.

Fernand Iveton avait foi en une Algérie indépendante, juste et solidaire. Il avait suivi le chemin choisi par son père, militant communiste et syndicaliste, ouvrier à la société d'électricité Lebon avant qu'elle ne soit nationalisée en 1946. Il acquit les principes de liberté et d'indépendance nationale à travers les luttes ouvrières menées, côte à côte, avec les travailleurs musulmans, victime comme eux de la répression coloniale.

C'est sur le terrain de ces luttes ouvrières et politiques, qui connurent un essor formidable entre 1947 et 1954, qu'il faut chercher les racines de son intégration à la nation algérienne à laquelle il donna sa vie.

D'où cet hommage particulier.

Par sa forte concentration intérieure, Fernand Iveton était de cette élite ouvrière européenne qui a pu se dégager de la mentalité colonialiste. « Il avait très tôt assimilé cette notion d'indépendance, à l'image d'autres Européens militants du PCA, comme Henri Maillot, Maurice Laban, Maurice Audin et d'autres. A ses yeux, la seule issue pour les Européens était de se détacher du système colonial », témoigne l'auteur de « La Question », Henri Alleg

Fernand Iveton s'engagea dans la lutte armée avec la création, en juin 1955, des Combattants de la libération - la branche armée du PCA. A sa dissolution, en juin 1956, suite à l'accord PCA-FLN, il intégra, avec ses camarades, les rangs du FLN, guide unique du combat libérateur. Il fut membre du groupe d'action du Champ de Manœuvres dirigé par l'ouvrier métallurgiste à l'usine Neyrpic et syndicaliste, M'hamed Hachelaf.

A propos de son activité, Jacqueline Guerroudj, rescapée de la guillotine, relate dans son livre-témoignage « Des douars et des prisons » : « L'objectif des fedayin, clairement exprimé, était, selon l'idée émise par Fernand Iveton qui connaissait bien les lieux à l'usine à gaz du Hamma où il travaillait, de placer des bombes sous les tuyaux à un endroit choisi pour que les dégâts empêchent l'usine de fonctionner, privant ainsi Alger d'électricité ».

Jacqueline Guerroudj, qui assurait la liaison au sein du groupe, remit à Fernand Iveton les deux bombes réglées par l'étudiant en chimie, Abderrahmane Taleb, pour exploser à 19 heures 30, à l'heure où l'usine est totalement vidée de son personnel.

Mais sa musette ne pouvant les contenir toutes les deux, il ne put en prendre qu'une seule. En arrivant à l'usine, il mit sa musette (un sac de sport) dans son placard. Le contremaître, qui le surveillait de près, entendit le « tic-tac » du réveil et courut alerter la police. Fernand Iveton, arrêté sur-le-champ, fut immédiatement conduit au Commissariat central d'Alger.

Nous sommes le mercredi 14 novembre 1956. Fernand Iveton est soumis, durant trois jours, à

d'atroces tortures, tortures relatées dans un Mémoire qu'il remit à son avocat, Joë Nordmann.

Le 25 novembre 1956, le Tribunal militaire d'Alger prononce à son encontre la peine de mort, « au motif qu'il avait voulu faire sauter Alger », selon les propres mots de Jacques Soustelle, ancien gouverneur d'Algérie. Le procès se déroula dans un climat de haine raciale, alimenté et dirigé par des groupes fascistes, partisans féroces de l'Algérie française, qui avaient créé, en janvier 1956, un comité de Défense et d'Action pour l'Algérie française, berceau de l'OAS.

A l'aube du 11 février 1957, soit 80 jours à peine après son procès, la lame de la guillotine, ce procédé sauvage, symbole de la barbarie fasciste, s'abat sur son cou. Dans le couloir qui le conduisait à l'échafaud, Fernand Iveton lança un vibrant « l'Algérie libre vivra ».

C'est un des descendants de ces oiseaux de proie qui se sont abattus sur nos rivages dès 1831, « des trafiquants, aventuriers, spéculateurs, pègre des ports méditerranéens de France, d'Espagne, d'Italie, de Grèce, de Malte..., le patron de bar, Maurice Meyssonier, qui fit tomber la lame ».

Le recours en grâce avait été refusé à Fernand Iveton, le 10 février 1957, par le Président de la République française, René Coty, en accord avec le garde des sceaux, François Mitterrand et le secrétaire général de la SFIO, Guy Mollet, Président du conseil.

C'était la période où la « Question algérienne » était inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'O.N.U. Le socialiste Guy Mollet avait adressé, au mois de janvier, une lettre ouverte à cette haute institution internationale, dominée par les Etats membres de l'OTAN sous la houlette des Etats-Unis, pour dire que la guerre d'indépendance conduite par le FLN était, en fait, dirigée par les communistes à partir de Moscou. Il voulait ainsi créer un climat général de peur en exagérant la présence des communistes dans l'armée de libération nationale.

Pour le gouvernement français dominé par les socialistes de la S.F.I.O, qui s'appuyait sur la communauté européenne raciste pour garder l'Algérie française, la décapitation rapide du fidaiï Fernand Iveton devait absolument servir d'exemple.

La mort de Fernand Iveton fut effectivement un exemple. Un exemple qui « éclaira la route » de milliers d'autres jeunes patriotes dans la longue lutte pour briser les chaînes séculaires de la servitude. Au greffe, Fernand Iveton, calme et détendu, prononça ces paroles recueillies par son avocat, Maître Albert Smadja : « La vie d'un homme, la mienne, ne compte pas. Ce qui compte, c'est l'Algérie, son avenir... » Ultimes paroles qu'il laisse comme un message-testament aux générations qui auront à bâtir l'Algérie indépendante.

Avant d'aller au supplice, il embrasse ses frères de combat, Ahmed Lakhnèche et Mohamed Ouennouri, clamant, tous les trois, à l'unisson « Vive l'Algérie libre ! » Le cri des trois fedayin fut repris en chœur par la prison toute entière. Partis des terrasses des maisons de la Casbah voisine, parvinrent à la prison le chant patriotique « Min Djibalina » et les youyous des femmes admirables de courage.

De cet homme aux vues lointaines, son avocat, Maître Joë Nordmann garde un souvenir fervent. « Sa droiture, sa clarté d'esprit, sa fidélité aux principes de liberté et d'indépendance, écrit-il dans ses Mémoires, m'impressionnèrent beaucoup lorsque, pour la première fois, je le rencontrai à la prison Barberousse d'Alger. Il avait trente ans ». Dans une lettre écrite de prison à son épouse, Fernand Iveton dit en substance : « Pour l'Algérie de demain, avec la lutte de classe qui s'annonce, nous avons besoin de tous les camarades ».

Ses fidèles compagnons de lutte ne l'oublient pas. Chaque année, à la date du 11 février, ils se recueillent sur sa tombe, au cimetière de Saint Eugène (aujourd'hui Bologhine) pour évoquer son

courage exceptionnel. Deux étudiantes de l'Institut des sciences de l'information de l'Université d'Alger consacrèrent un important chapitre à son combat, dans un Mémoire de licence soutenu en juillet 2011.

Du fond de sa cellule de Serkadji, juste après la sauvage décapitation par la guillotine de Fernand Iveton, Ahmed Lakhnèche et Mohamed Ouennouri, Annie Steiner écrit :

*Ce matin ils ont osé*

Ils ont osé

Vous assassiner

C'était un matin clair

Aussi doux que les autres

Où vous aviez envie de vivre et de chanter

Vivre était votre droit

Vous l'avez refusé

Pour que par votre sang d'autres soient

libérés

Que vive votre idéal

Et vos sangs entremêlés

Pour que demain ils n'osent plus

Nous assassiner

**Mohamed Rebah**

Chercheur en histoire et auteur

*Ce texte a été donné en communication au Centre culturel algérien à Paris en décembre 2011*

A la mémoire de Fernand Iveton Sur Canal Algérie

EMISSION LES VENDREDIS DE L'HISTOIRE

Documentaire sur le parcours d'Annie Steiner. Elle évoque l'exécution de Fernand Iveton

Ce vendredi 16 septembre 2016, à 20 heures 30 (après les informations de 20 heures)

\* <http://www.lematindz.net/news/21770-a-laube-du-11-fevrier-1957-fernand-iveton.html>

---

## **Le martyr de la Guerre de Libération Fernand Iveton tué une deuxième fois**

Cette fois-ci c'est l'ignorance qui a frappé. Elle est à l'origine immédiate de la débaptisation d'une rue portant son nom à Oran. Les autorités locales l'ont remplacé par celui d'un autre chahid.

Les citoyens d'Oran pouvaient jusque-là éprouver un légitime sentiment de fierté. Après l'indépendance ils avaient été les seuls à avoir donné son nom à une de leurs rues en hommage à son sacrifice suprême pour la libération du pays de l'oppression colonialiste.

Fernand Iveton fut guillotiné en février 1957 en même temps que deux autres de ses compagnons de lutte, Mohamed Ouenouri et Mohamed Lakhnèche.

On serait donc tenté de faire preuve d'indulgence en mettant ce déni, de prime abord incompréhensible, sur le compte d'une simple ignorance. On peut penser que les responsables locaux se seraient basés sur la consonance non arabe du nom pour rayer celui de Fernand Iveton.

Mais cela ne les excuse nullement. Ils auraient pu se renseigner avant de commettre leur acte. Cela prouve en tout cas qu'ils ne se donnent même pas la peine de lire la rubrique culturelle des journaux. Sinon ils auraient appris qu'un livre vient d'être tout récemment édité en hommage à son martyr. Ici l'ignorance n'est plus une excuse. Elle est absolue et impardonnable pour des responsables présidant à la perpétuation de la mémoire combattante de l'Algérie.

Il faut aller au delà de ce constat apparent.

Cette ignorance n'a rien de fortuit ou d'accidentel. Elle est le produit de la méconnaissance organisée par les autorités du pays sur la participation des communistes algériens, de toutes origines, au combat pour la libération du pays. Ici il faut saluer Ben Bella. Il a droit à la reconnaissance de tous les patriotes honnêtes. Sans lui il est plus que probable qu'aucun lieu n'aurait porté le nom de Maurice Audin assassiné par les paras en juin 1957. Combien sont ceux dans la nouvelle génération qui ont entendu parler de Laban, Counillon, Raymonde Peschard, Maillot, Ghennaïssia, etc., morts au combat, les armes à la main pour délivrer le pays de l'oppression coloniale ?

Certains continuent à voir dans la Plate-forme de la Soummam la proclamation des fondements d'un « Etat démocratique et social » moderne éloigné de toute étroitesse ethnique ou religieuse. On se demande en quoi ?

Question légitime quand on sait que ce document dans sa partie politique, a jeté l'anathème sur le PCA de façon totalement calomnieuse, injuste, et injustifié, si ce n'est par désaccord avec les choix de classe devant être faits après la libération. Or, de par sa composition ethnique multiple, son internationalisme, son ouverture intrinsèque sur les langues nationales et la culture universelle, ce parti était le seul à incarner véritablement toutes ces caractéristiques. S'il avait commis des erreurs, elles étaient moins graves que celles des dirigeants nationalistes qui furent investis de hautes responsabilités par les organisateurs du congrès de la Soummam. Ces erreurs furent publiquement reconnues et leurs racines exposées dans des autocritiques sans complaisance. Le PCA a été le seul parti à refuser la pratique de l'auto-glorification.

Akram El Kebir, correspondant du journal *el Watan*, qui a attiré l'attention sur cette vilénie écrit dans l'édition du 6 septembre :

"Indignés, deux habitants de cette rue se sont rendus, hier, à notre bureau, pour se plaindre de cet état de fait. La rue Fernand Iveton s'appelle désormais rue du chahid Bachir Bouamer. « Je trouve

que c'est bien qu'une rue porte le nom d'un autre chahid, mais pourquoi au détriment de Fernand Iveton ? » se désole Nourredine, la soixantaine, qui trouve scandaleux qu'on ait débaptisé le nom d'Iveton de cette rue qui jouxte le célèbre quartier populaire d'El Derb.

Il faut noter que ce genre de procédé n'est pas isolé et répond, le plus souvent, à une méconnaissance des élus ou des responsables à qui est confiée la tâche de baptiser, qu'à une volonté farouche de porter atteinte à la mémoire et à l'histoire.

On se rappelle, à titre d'exemple, de cette anecdote qui prévalait dans les années 1980, quand des élus avaient proposé, ni plus ni moins, de débaptiser la rue Max Marchand (non loin de Gambetta), sans savoir que cette rue avait été nommée après l'indépendance de l'Algérie, et que Max Marchand était un ami de l'Algérie algérienne, assassiné peu après le 19 mars 1962 par des militants de l'OAS.

Pour revenir à Fernand Iveton, notons qu'un livre très poignant vient de lui être consacré, écrit par un jeune écrivain français Joseph Andras. Paru en mai dernier aux éditions Barzakh, le livre s'intitule « De nos frères blessés » et est disponible dans toutes les bonnes librairies algériennes."

R. N.  
07.09.16

*Alger républicain*  
<http://www.alger-republicain.com>

\* <https://www.facebook.com/AlgerRepublicain/posts/1779701292288860>

---